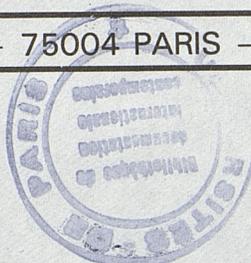




BULLETIN de PRESSE représentation en France

81-83, RUE DE LA VERRERIE — 75004 PARIS — 271.81.45 — TELEX 213184



10 Mars 1982, N° 19

CETRAL

COMMUNIQUE DU FMLN

Le FMLN, considérant les informations obtenues à travers nos services d'information, d'une extrême importance pour notre peuple et pour l'opinion internationale, estime nécessaire de rendre publiques quelques unes de ces informations, qui permettent de découvrir le plan de l'administration nord-américaine en connivence avec des secteurs de l'armée salvadorienne qui sera mis sur pied dans les prochaines heures :

1- Le département d'état de l'administration Reagan, considérant la situation au Salvador comme extrêmement délicate pour ses intérêts signale les caractères fondamentaux de cette situation :

- A - Affaiblissement des forces armées de la junte, au point qu'elles risquent d'un moment à l'autre de s'écrouler devant le FMLN.
- B - Affaiblissement politique, situation presque insoutenable de la Démocratie Chrétienne, face, d'une part à la gravité de la guerre et d'autre part au non-respect des droits de l'homme.
- C - Extrême détérioration de la stratégie électorale, tant sur le plan national qu'international, au point qu'elles risquent de ne plus servir le projet politique et militaire nord-américain au Salvador.
- D - Consolidation des secteurs les plus à droite groupés autour de R. D'Abuissou et de son parti politique, l'Aréna, à tel point qu'ils sont quasiment sûrs de gagner les élections, et ce d'autant plus qu'ils contrôlent les forces de sécurité, condition indispensable pour la réalisation de la fraude électorale. Ceci met en difficulté le plan nord-américain donnant la Démocratie-Chrétienne victorieuses aux prochaines élections.
- E - Situation internationale critique face à l'appui apporté à la junte et à la politique de Reagan au Salvador, considérant comme une des situations les plus difficiles celle du gouvernement vénézuélien et les contradictions qu'elle provoque à l'intérieur même du parti gouvernemental - COPEI - à cause de sa politique envers le Salvador.

2 - Face à cette situation, l'administration nord-américaine estime avoir les possibilités suivantes :

- A - Suspendre les élections ou les ajourner. Cette proposition a été rejetée, car elle va à l'encontre de la stratégie établie.
- B - Réaliser une intervention avec des troupes soit purement nord-américaine, soit associées à d'autres armées pour éviter la défaite de l'armée salvadorienne. Le désaveu manifesté par l'opinion publique nord-américaine, l'opposition au congrès et les contradictions au pentagone autour de l'intervention ont rendu ce moyen inutilisable en ce moment, sauf si la situation s'aggravait rapidement.
- C - Entamer des négociations avec le FDR-FMLN: Ceci semble avoir été considéré comme contraire à la stratégie de Reagan qui n'envisage aucune

42 P. 11798

négociation avec la guérilla, laquelle doit être anihilée militairement.

- D - Réaliser une manoeuvre politique, sous la forme d'un coup d'état qui permettra de gagner le temps nécessaire à l'amélioration des forces armées de la junte. Ceci, d'une part ménagerait l'image de marque des Etats-Unis et donnerait le temps nécessaire à la réalisation des plans militaires de l'armée et, d'autre part, éviterait d'intervenir militairement. Cette dernière proposition fut considérée la meilleure par l'administration nord-américaine, d'ailleurs elle est déjà en cours.

3 - Le plan se concrétiserait de la manière suivante :

- A - Mise en place d'un coup d'état qui déplacerait une partie de l'état major, jugé trop compromis publiquement dans la violation des droits de l'homme.
- B - Maintenir la Démocratie Chrétienne au gouvernement.
- C - Déplacer la date des élections de plusieurs mois afin de sauver le processus électoral.
- D - Eviter à tout prix que la structures des forces armées et des corps de sécurité soit affectée par un changement de situation en opérant un changement symbolique de quelques officiers.
- E - Créer une nouvelle image internationale en changeant les hommes les plus compromis et en appelant à la négociation les secteurs démocratiques à l'exception du FMLN.
- F - Maintenir le plan de liquidation ou d'affaiblissement du FMLN pour que les élections puissent avoir lieu dans les meilleures conditions.

4- S'appuyant sur les éléments antérieurement cités nos services de sécurité ont suivi de près la situation dans l'armée et confirment les éléments suivants:

- Ce plan de coup d'état est actuellement mis en marche par les conseillers nord-américains. A sa tête le Général Jaime Abdul Gutierrez membre de la junte, le Colonel Rafael Flores Lima chef d'état-major et le Colonel Monterosa chef de la brigade Atlacalt, Selon ce plan, dans les jours suivants seraient destitués de leurs fonctions : Le général Vides Casanova, chef de la Guardia Nacional, le Colonel Francisco Moran, Chef de la Police des Douanes et le Colonel José Lopes Luilan, Chef de la Police Nationale. Leur départ serait obtenu contre plusieurs millions de dollars et toutes les conditions pour vivre à l'étranger.

- Le Colonel Flores Lima a voyagé récemment en Argentine pour communiquer la décision de réaliser un coup d'état. Ayant obtenu le soutien politique et militaire des armées du cône sud, qui, d'après ce plan auraient une participation directe avec l'armée hondurienne au Salvador, ceci par l'intermédiaire du Général Gustavo Alvarez.

- L'arrivée du Général Gustavo Alvarez à l'état major des forces armées honduriennes fait parti du plan nord-américain pour assurer la participation de l'armée hondurienne contre les forces du FMLN.

- La CIA, en collaboration avec l'ingénieur Duarte, le Colonel Flores Lima et le Général Jaime Abdul Gutierrez, ont planifié l'assassinat du major d'Abuisson et du Général Garcia, considérant qu'ils interfèrent dans les plans d'intervention nord-américains.

- La CIA a déjà tenté d'exécuter d'Abuisson le Samedi 27 Février près de la base aérienne d'Iolopango, à San Sebastien, département de San Vicente. Les forces du FMLN ont tendu une embuscade à l'escorte d'Abuisson mais celui-ci ne se trouvait pas parmi eux. Il voyageait en hélicoptère. De retour de San Sebastien, près de la base aérienne d'Iolopango, d'Abuisson fut blessé alors qu'il se trouvait en dehors de sa voiture blindée et sans la protection nécessaire. Des membres de la sécurité du propre d'Abuisson et de son parti se trouvent impliqués dans ce plan d'exécution de la CIA et dans bien d'autres projets.

- L'attentat du Général Garcia et celui d'Abuisson sont considérés comme le détonateur du coup d'état.
- Nous avons des informations précises concernant un attentat imminent contre le Général Garcia et que le coup d'état va se concrétiser. L'intérêt de cet assassinat serait de profiter de la confusion créée par la mort de Garcia pour réaliser ainsi sans difficulté les engagements des commandements et mettre en marche la manoeuvre que nous venons de vous expliquer.
Nous faisons un appel à la presse internationale pour qu'elle vérifie la véracité des faits que nous venons de dénoncer.
Enfin, nous demandons à notre peuple de rester en alerte et de se tenir au courant des prises de position du FMLN à ce sujet, et en même temps de ne pas se laisser aveugler par cette manoeuvre du gouvernement nord-américain, qui est contraire à toute solution de paix pour notre peuple.

El Salvador, 5 Mars 1982

A PROPOS DU COUP D'ETAT

Malgré les démentis officiels, les rumeurs de coup d'état se sont renforcés, dans les cercles militaires salvadoriens, après le voyage secret d'un membre de la Junte militaire démocrétienne à Washington.

Au moment où Radio Venceremos annonçait les projets nord-américains; l'entretien secret entre Abdul Gutierrez et le secrétaire d'Etat Alexander Haig fut dévoilé par la presse Nord-Américaine.

D'autre part, le même jour (5/03/82), dans une conférence de presse effectuée à toute hâte à San Salvador, le General Garcia a démenti ces rumeurs, mais a avoué, avoir ordonné une recherche exhaustive d'explosifs dans son bureau, parce que: " Il ne faut croire, ni ne pas laisser de croire".

De son côté, le Major d'Abuisson a déclaré le samedi 6, qu'il fournira les preuves qui engagent la responsabilité de la démocratie chrétienne dans l'attentat perpétré contre sa personne.

L'Agence Indépendante de Presse (AIP), a signalé que dans les dernières semaines de Février, 106 officiers, sous-officiers et soldats ont été emprisonnés dans les casernes de San Carlos (à San Salvador), dans la ville de San Miguel et dans la base aérienne d'Ilopango, après avoir refusé de combattre contre le FMLN.

LE COLONEL MAJANO, EX-MEMBRE DE LA JUNTE SALVADORIENNE DENONCE...

L'ex-membre de la Junte militaire du Salvador, Colonel Adolfo Majano a condamné à Mexico, les Etats-Unis à cause de leur assistance économique, politique et militaire au régime de son pays.

L'actuel gouvernement du Salvador - a dit Majano - manque de représentativité populaire, il est lié aux crimes commis contre le peuple et a choisi comme complices des groupes para-militaires de l'extrême droite

Majano, un des chefs de file du coup d'état militaire au Salvador en 1979, qui a dû abandonner plus tard le pays, a affirmé que la guerre civile se penche actuellement en faveur des Fronts Farabundo Martí pour la Libération Nationale et Démocratique Révolutionnaire (FMLN-FDR), puisqu'ils reçoivent l'appui populaire.

L'aide Nord-Américaine au gouvernement salvadorien est contre les intérêts de la population et contre la souveraineté nationale, a-t-il dit.

La politique des Etats-Unis à l'égard du Salvador produit des effets contraires, car elle épaulé un gouvernement sans perspectives et encourage les excès et les abus de pouvoir.

Le gouvernement, soutenu par Washington, a ajouté Majano, est dictatorial et tyrannique, ayant en son sein de nombreux membres des forces armées, liés au crime, et une clique de civils, associés à Napoléon Duarte et complices des groupes para-militaires, qui opèrent dans le pays.

Majano a rendu Napoleon Duarte, le Général Jaime Abdul Gutierrez, deuxième homme à l'échelle gouvernementale, ainsi que José Guillermo Garcia, Ministre de la Défense, responsables du génocide commis au Salvador.

Il a mentionné Roberto D'Abuisson, comme étant le noyau du pouvoir non officiel et l'a qualifié de bras caché du régime, ex-tortionnaire, forger et membre des services d'intelligence militaire, et lié à des groupes para-militaires.

Majano considère que la guerre, livrée au Salvador, est plus politique que militaire et se base sur le mécontentement de la population vis-a-vis des déséquilibres structurelles du pays.

LETTRE DES REFUGIES SALVADORIENS

"Nous, les réfugiés Salvadoriens de "Mesa Grande" à San Marcos envoyons par ce moyen un salut fraternel au peuple Hondurien et aux autres peuples du monde. Nous profitons de cette occasion pour demander et remercier des choses suivantes:

A) Nous demandons qu'il soit éclairci les nouvelles apparus dans le journal "La Prensa", dans lesquelles on dit que pendant notre transfert à Mesa Grande des armes ont été trouvés et que nos campements sont refuges des guerilleros. Nous demandons des preuves.

B) Nous demandons aux journalistes et autres institut_ons qui nous rendent visite et qui désirent connaître la réalité de notre situation, de parler directement avec nous, seuls réeement concernés.

C) Nous demandons la visite d'Evêques, Prêtres, Délégués de la Parole de Dieu, Communautés Chrétiennes, Organisations Ouvrières et Paysannes, afin qu'ils prennent connaissance de notre situation.

D) Nous demandons la solidarité et l'appui de tous les peuples du monde, à travers la création de comités pro-réfuégiés.

E) Nous demandons la prière du peuple chrétien à Dieu Sauveur du Monde pour qui règne la justice, la paix et l'amour entre les pauvres.

F) Nous remercions le peuple Hondurien de la frontière par sa noblesse à partager le peu qu'ils avaient avec nous, et nous regrettons profondément que beaucoup d'entreux soient assassinés ou persécutés pour notre cause. Ils ont du abandonner leur petites choses et leur foyer de peur d'être assassinés après notre transfert à Mesa Grande.

G) Nous demandons une Institution des Droits de l'Homme pour visiter cette région et venir en aide des Honduriens qui sont en danger pour notre cause.

H) Nous demandons au Nom de Dieu et de la Vierge Marie, que le Président de la République, Dr. Roberto Suazo Cordova, nous rende visite.

I) Nous demandons que soit lu et réfléchi avec le sérieux que mérite la Parole de Dieu, ce texte évangélique:

" Parce que j'ai eu faim et vous m'avez nourri. J'ai eu soif et vous m'avez donné à boire. J'étais sans abri et vous m'avez reçu sous votre toit. J'étais sans vêtements et vous m'avez habillé. J'étais malade et vous êtes venu vers moi. J'étais emprisonné et vous êtes venus me rendre visite"

(Mateo 25:35-36)

J) Finalement, nous demandons que cette lettre soit publiée, lu et réfléchi dans toutes les églises chrétiennes du monde."

Réfugiés de Mesa Grande

AMNESTY INTERNATIONALE DENONCE...

Amnesty International, dans un communiqué publié ce mardi à Londres, vient de dénoncer violemment "les massacres et tortures systématiques" pratiqués au Salvador par les forces gouvernementales contre la population civile.

"Parmi les actes de cruauté signalés fréquemment par les témoins oculaires, il y a la décapitation de civils non armés, les mutilations et le mitraillage de femmes et d'enfants par des hélicoptères de l'armée", affirme ce communiqué qui est basé sur des témoignages recueillis l'an dernier par une mission d'Amnesty qui a visité des camps de réfugiés hors du Salvador.

Selon le communiqué "l'armée semble mettre à exécution un programme conçu pour terroriser les paysans salvadoriens de certaines régions". Les victimes sont "non seulement des opposants présumés aux autorités, mais aussi des milliers de personnes dont le seul tort était de se trouver dans les zones visées par les opérations de sécurité, et dont la mort ou les mutilations semblent relever du plus total arbitraire".

Le communiqué cite, en outre, l'estimation de l'archevêque de San Salvador, Mgr. Arturo Rivera y Damas, selon lequel près de 12000 non-combattants ont été tués en 1981.

LES ETATS-UNIS ACCUSENT AMNESTY

Le département d'Etat a implicitement accusé l'organisation Amnesty International d'avoir publié un rapport tendancieux sur les violations des droits de l'homme au Salvador.

M. Dean Fischer, porte-parole du département d'Etat, a déclaré que ce rapport, qui accuse les forces gouvernementales salvadoriennes d'avoir commis de graves violations des droits de l'homme, ne portait "que sur des événements survenus il y a au moins huit mois".

Il a souligné que "la situation des droits de l'homme au Salvador ne peut pas être pleinement évaluée sans tenir compte des actes commis par les guerilleros". Le gouvernement du Salvador, a ajouté le porte-parole, "a entrepris des efforts importants en faveur du respect des droits de l'homme.

SITUATION MILITAIRE

Le commandement unifié du FMLN, s'est attribué, pendant la dernière semaine de Février et les premiers jours de Mars, une importante victoire sur la junte militaire, après l'échec de la neuvième offensive gouvernementale sur le mont Guazapa à 25 kilomètres au Nord de San Salvador.

Plus de 2.000 soldats avaient été lancés, depuis le 22 Février, contre les positions que le FMLN a réussi à consolider dans ce mont stratégique. Après d'intenses combats, qu'ont duré une dizaine de jours le Haut Commandement Militaire a admis l'échec de l'opération et a ordonné l'évacuation de la zone, après avoir subi d'importantes pertes en hommes et matériaux.

Malgré l'encadrement fourni par des soldats nord-américains, l'opération s'est soldée avec une centaine de pertes pour l'armée salvadorienne. Les guerilleros ont informé avoir détruit trois tanks, trois chars blindés et avoir pris deux émetteurs de radio et d'autres équipements militaires.

15 soldats ont été assassinés à la caserne de San Carlos, pour avoir dirigé le soulèvement de deux compagnies qui s'étaient refusées à participer à l'offensive de l'armée à Guazapa.

Des colonnes du FMLN ont déclenché une offensive éclair, à l'aube du 8 Mars, sur les villes de San Miguel et San Vicente. Malgré l'importante résistance des forces gouvernementales, l'harcelement des guerilleros les a obligés à se retrancher dans le coeur du périmètre urbain. A la fin de la journée, après de violents combats, les forces du FMLN s'étaient retirés dans la périphérie des villes, pour initier leur siège.

A San Miguel, 3^o ville du pays, situé à 142 kilomètres à l'est de San Salvador, le Lieutenant Colonel Flores, commandant de la 3^o garnison militaire, a reconnu qu'au moins trois soldats ont été tués et une dizaine d'autres blessés, dans des combats auxquels la population de la ville s'est intégré massivement aux côtés de la guérilla.

A San Vicente, situé à 62 kilomètres de la capitale, après de violents combats, les forces du FMLN (environ 200 combattants), ont pris le control de la radio locale, réussissant aussi à obtenir l'appui de la population civile. Pour se retirer ensuite, vers des points stratégiques dans les alentours de la ville.

La garnison de la ville de Santa Ana, 2^o en importance du pays, a été harcelé par des escadres du FMLN.

Des colonnes du FMLN ont pris la position stratégique du Pont de Meanguera, qui relie les populations de Perquin et San Francisco Gotera, dans le département de Morazan, à 170 km. au nord-est de San Salvador.

Simultanément, le FMLN a délogé l'armée de la junte des Cerros Tigre et Marcelo, dans les environs du Pont de Meanguera, récupérant d'importants matériels de guerre.

Selon des sources officielles, une opération militaire se prépare pour faire face à l'offensive de la résistance dans le nord-est du pays. Elle aurait comme objectifs les populations de Corralito, Santa Barbara et Rio Seco.

DANGER CROISSANT D'INTERVENTION

Le Front Farabundo Marti pour la Libération Nationale (FMLN) du Salvador a alerté sur le danger croissant d'une intervention militaire nord-américaine massive dans ce pays de l'Amérique Centrale.

Le FMLN a signalé qu'au cours des derniers jours, les intentions interventionnistes des Etats-Unis sont devenues évidentes avec la présence du destroyer "Caron" dans le Golfe de Fonseca, le mouvement militaire inusité dans les bases de la zone du Canal de Panama et les manoeuvres de l'OTAN dans les Caraïbes.

Dans une déclaration distribuée par l'Agence Indépendante de Presse (AIP) le FMLN a indiqué qu'une intervention nord-américaine aurait des conséquences incalculables pour la région, mais même dans ce cas, elle ne réussirait pas à arreter la lutte au Salvador.

Il a aussi formulé un appel aux gouvernements démocratiques du monde pour éviter que le conflit du Salvador ne débouche sur un nouveau Vietnam.

Par ailleurs, l'ex-ministre des Affaires Etrangères du Honduras Andres Alvarado Puerto a déclaré que le gouvernement de son pays doit mener une enquête sur la présence du destroyer "Caron" dans les eaux territoriales.

Selon le fonctionnaire le navire nord-américain est ancré dans des eaux territoriales du Honduras sans l'autorisation du Congrès Hondurien.

Alvarado, qui est actuellement conseiller du gouvernement dans la commission de négociation des limites territoriales, a indiqué aussi que l'état de guerre existant au Salvador entrave une négociation pour un accord frontalier entre le Honduras et ce pays.

La Maison Blanche a pratiquement éliminé la possibilité de l'envoi de troupes de combat américaines au Salvador.

" L'idée que nous envisageons d'envoyer des troupes de combat au Salvador est farfelue", a déclaré Larry Speakes, porte-parole adjoint de la Maison Blanche, samedi, à Santa Barbara, en Californie. "Nous pensons que nous pouvons accomplir ce que nous voulons avec notre aide économique et militaire", a-t-il ajouté.

VERS LA REGIONALISATION DU CONFLIT

Le Président Roberto Suazo Cordova et des hauts chefs militaires Honduriens ont autorisé la construction d'une base navale contrôlée par les Etats-Unis dans l'île de Amapala.

L'Agence Indépendante de Presse (AIP) ajoute que les voisins de l'île, situé dans le golfe de Fonseca, dont la souveraineté est partagée par le Nicaragua, El Salvador et Honduras, ont protesté contre le début des travaux.

Suazo, le Colonel Gustavo Alvarez, chef des Forces armées et le colonel Ruben Montoya, commandant de l'armée, ont annoncé la décision, après une visite réalisée la semaine dernière à l'endroit où s'élèveront les premières fortifications.

A Managua, le Chancelier Nicaraguayen Miguel d'Escoto Brockmann a mis en garde le gouvernement hondurien sur le fait que l'autorisation de construction de la base navale constituerait une violation de la souveraineté Nicaraguayenne.

Le porte-parole de la présidence du Honduras, M. Carlos Flores Facusse, a annoncé, vendredi, que les Etats-Unis avaient proposé au Honduras l'amélioration de plusieurs pistes d'atterrissage "pour être utilisés par les forces aériennes américaines en cas d'urgence". Il s'agit de l'amélioration et l'agrandissement des aéroports militaires de la Ceiba, San Pedro Sula et Comayagua, les deux premiers situés sur la côte caraïbe et le troisième dans le centre du pays.

Ces déclarations confirment notre information du bulletin N°18, sur les entretiens secrets avec des pays d'Amérique Latine, menés par Gaspar Wenberger, pour avoir des facilités militaires supplémentaires en cas "d'urgence dans la région".

RONALD REAGAN DE PLUS EN PLUS SEUL

La presse Mexicaine, souligne amplement la pétition de 106 congressistes nord-américains (entre eux 12 sont républicains), pour que le Président R. Reagan accepte la proposition de paix pour l'Amérique Centrale du Président Lopez Portillo.

Le journal "Uno mas Uno" dit dans un éditorial que l'appui exprimé par le quart des législateurs nord-américains, reflète la croissante anxiété du peuple nord-américain devant la militarisation de la politique de la Maison Blanche au Salvador.

Le représentant démocrate pour le Massachusetts, Gerry Studds, a déclaré, en faisant alusion au prononcement du Congrès pour des négociations sans conditions au Salvador: "c'est une gifle en pleine figure à l'administration Reagan, car déjà le Président s'est opposé à des discussions inconditionnelles" avant les élections.

Robert Lagomarsine, républicain pour la Californie a répliqué que "l'impulsion générale de la résolution est appuyée par le gouvernement".

Le texte adopté par la Chambre donne l'urgence à Reagan pour qu'il fasse pression en faveur de l'ouverture de "discussions inconditionnelles entre la majeure partie des factions politiques au El Salvador, pour garantir un climat sûr et stable, capable de permettre des élections libres et démocratiques".

Pour l'opposition libérale, elle ne peut pas beaucoup espérer des élections boicotées par la guérilla, et son offensive pointe contre l'aide militaire des Etats-Unis au gouvernement salvadorien, et en faveur de l'ouverture immédiate des négociations avec les rebelles.

Entretemps, l'administration du Président Ronald Reagan, a essuyé aujourd'hui de nouveaux échecs dans sa politique d'appui à la Junte Salvadorienne.

Le leader de la minorité du Sénat, Robert Bird, a présenté un projet de loi, qui si elle s'approuverait, obligerait à l'exécutif de solliciter au Congrès une autorisation préalable pour pouvoir envoyer des troupes de combats à l'étranger.

Le projet modifiera l'Acte de Guerre de l'année 1974, lequel stipule que le Président doit solliciter une autorisation dans les 60 jours qui suivent le début de l'action.

Les guérilleros Salvadoriens ont invité le président de la chambre de représentants américains, M. O'Neill, et d'autres membres du congrès à se rendre en visite dans les régions du Salvador qu'ils contrôlent.

APPUI AU PLAN DE LOPEZ PORTILLO

Les Fronts Farabundo Marti pour la Libération Nationale et Démocratique Révolutionnaire (FMLN-FDR) du Salvador ont annoncé leur plein appui au plan de paix pour l'Amérique Centrale, proposé par le président mexicain, José Lopez Portillo.

Une transmission de l'émetteur de la guérilla "Radio Venceremos", a diffusé un communiqué, qui dit: "le FMLN et le FDR expriment leur disposition d'entamer des conversations de paix sans conditions préalables, afin d'arriver à une solution politique négociée".

A Mexico, Miguel de la Madrid, candidat présidentiel du Parti au gouvernement, a répété que le Mexique maintiendra inaltérable sa politique de solidarité et coopération envers Cuba, les Caraïbes et l'Amérique Centrale.

Dans les déclarations formulés à Merida, capitale de l'état de Yucatan, De la Madrid a réaffirmé la thèse mexicaine de la non intervention et du droit à l'autodétermination des pays de cette région, en condamnant les menaces d'invasions contre le Nicaragua.

Le candidat du Parti Révolutionnaire Institutionnel (PRI) a exprimé sa préoccupation face à la tension existante dans la zone et a dit que le Mexique continuera à contribuer de toutes ses forces morales pour que chaque peuple soit libre de décider de son propre destin politique, économique et social.

Interrogé sur le danger d'une invasion militaire directe des Etats-Unis à Nicaragua, De la Madrid a rejeté la violence comme solution des problèmes existants entre les deux pays, et exigé de Washington qu'il respecte le droit à l'autodétermination du peuple Nicaraguayen.

Le plan de paix envers l'Amérique Centrale proposé par le président José Lopez Portillo, le 21 Février à Managua, porta sur la nécessité d'une négociation directe entre les Etats-Unis et Cuba, pour diminuer la tension dans la région, un pacte de non agression entre les Etats-Unis et le Nicaragua et une solution politique à la guerre civile au Salvador.

La presse locale, en commentant l'entretien Haig-Castaneda, souligna que le plan de paix de Lopez Portillo était appuyé par d'importants secteurs sociaux américains, qui considèrent que c'est une alternative viable pour établir la détente dans les Caraïbes et l'Amérique Centrale.

Le journal du matin "l'Excelsior" a dit dans un éditorial que l'entretien a fait avancer la possibilité d'une conciliation au milieu du dense rideau de fumée tendu par les Etats-Unis et avec lequel les Etats-Unis ont toujours soumis la ceinture de l'Amérique. Il a ajouté que Castaneda et Haig se réuniraient dans les prochains jours.

LES OBSERVATEURS BRITANNIQUES AUX ELECTIONS DU 28 MARS

Une véritable avalanche de critiques s'est abattue sur le gouvernement conservateur britannique pour son attitude, unique en Europe, d'envoyer des observateurs aux élections du 28 Mars au Salvador.

La position officielle - autoqualifié de neutre- soutient que le rôle des observateurs est précisément d'observer et qu'il faut attendre son compte rendu qui sera public, afin de prendre une décision claire.

MESSAGE DE GABRIL GARCIA MARQUEZ ET JULIO CORTAZAR A MITTERAND

Les intellectuels, Gabriel Garcia Marquez et Julio Cortazar, ont envoyé un message au président français, François Mitterand, a propos des menaces des Etats-Unis contre l'Amérique Centrale et les Caraïbes.

Le romancier colombien, Garcia Marquez et l'écrivain argentin, Julio Cortazar, ont adressé ce message à Mitterand, avant que celui-ci se rende à Washington, ou il aura des entrevues avec le président Nord-américain, Ronald Reagan.

Le message signale qu'ils voudraient exprimer leur profonde inquiétude, à la veille du voyage de Mitterand, à l'égard de la situation actuelle de la région.

" Nous constatons, d'heure en heure, l'escalade des menaces des Etats-Unis, notamment au Salvador et au Nicaragua", signale le message.

Ils rajoutent, "nous sommes convaincus que la présence du chef d'état Français, à Washington, pourra avoir une influence considérable sur la politique des Etats-Unis, quant au respect de la souveraineté des peuples de la région".

Garcia Marquez et Cortazar indiquent qu'ils sont témoins, à Managua, de la gravité du moment et de la décision inébranlable du peuple Nicaraguayen et de ses dirigeants de se battre jusqu'à la fin, en cas d'une agression, orchestré par les Etats-Unis, en vue de soumettre, une fois de plus, l'Amérique Centrale à leur politique qui considère cette région comme leur "patio".

Le message dit "pour conclure, que les intellectuels croient que "la voix de la France doit être entendue dans ces circonstances, qui menacent la paix en Amérique Latine et dans le monde".

SOLIDARITE DANS LE MONDE

Hollande: plus de 10.000 citoyens Hollandais ont manifesté dans les rues d'Amsterdam pour protester contre le soutien du gouvernement nord-américain au régime Salvadorien et contre l'éventualité d'une intervention militaire de Washington.

La manifestation était organisée par diverses organisations et comités de solidarité avec les peuples du Salvador et d'Amérique Centrale

Madrid: Les commissions ouvrières et l'Union Générale des travailleurs (UGT), les plus puissantes centrales syndicales espagnoles, ont lancé publiquement une campagne financière avec des caisses de résistance ouvrière pour le peuple salvadorien et l'Amérique Centrale. Les commissions et l'UGT signalent que les caisses de résistance constituent un apport précieux des travailleurs d'Espagne à leurs camarades salvadoriens et à leur lutte de libération.

Les deux centrales syndicales ont manifesté leur soutien dans la recherche d'une solution politique négociée avec la participation des Fronts FDR et FMLN, forces représentatives du peuple salvadorien..

Au cours de cette manifestation de solidarité, sont intervenus Jesus Sanchez et Efrain Alfaro, membres du comité d'unité syndicale (CUS) du Salvador; ils ont déclaré que depuis 45 ans, seulement trois grèves avaient été considérées comme légales par les autorités du pays.

Tout projet de former un syndicat, toute lutte revendicative, les grèves et jusqu'aux négociations collectives furent reprimés par les militaires..

JOURNEE INTERNATIONALE DES FEMMES

A l'occasion du 8 Mars: AMES (asociation des femmes salvadoriennes) salue la lutte de toutes les femmes du monde.

Depuis des siècles dans notre pays, la femme a été doublement opprimée et exploitée, et aujourd'hui elle combat comme partie d'un peuple qui s'est insurgé les armes à la main pour en finir avec l'ignominieuse domination de l'oligarchie et de l'imperialisme.

Nous savons pertinemment que la lutte pour la libération des femmes doit être immergée dans la lutte pour la libération de nos peuples, mais il faut aussi remarquer que nous sommes un groupe ayant une condition et des revendications spécifiques, et nous ne pouvons pas attendre le changement de structures résolvent demain les problèmes qui aujourd'hui sont cause de nos limites, de notre retard dans notre développement comme êtres humains à part entière et agents de changement.

Nous, femmes salvadoriennes, demandons aux peuples du monde entier d'intensifier leur solidarité pour isoler la junte et pour faire échouer les inquiétantes menaces d'intervention militaire, directe et massive, de l'imperialisme nord-américain dans notre pays.

D'autre part, un communiqué signé par le Comité Unitaire des femmes salvadoriennes, l'Union des femmes Guatémalteques et l'Alliance des femmes de Costa Rica; informe:

Les femmes d'Amérique Centrale assurent un compromis de lutte, coude à coude avec la lutte de nos peuples pour la défense de nos familles et de nos pays.

Les trois associations des femmes dénoncent les dictatures du Guatemala et d'El Salvador, qui effectuent systématiquement les politiques répressives les plus cruelles et les plus inhumaines en réponse aux aspirations démocratiques du Peuple.

DERNIERE MINUTE

Selon le Correspondant du journal espagnol "El Pais", " les elections pourraient être reportées si la proposition faite en ce sens par la Democratie- Chretienne est retenue par la Junte Militaire".

Dans un article paru le 10 mars, El Pais signale " que cette proposition, la D.C. la justifie par la situation de violence que vit le pays". Situation que s'est aggravée ces dernières 48 heures avec la prise par le FMLN de San Miguel, Santa Ana et San Vicente.

"Les partis situés a droite de l'échiquier politique" ajoute le journal, " considerent qu'il s'agit d'une strategie de la D.C. , qui se reconnait perdante et essaye de trouver une meilleure occasion". " Le parti d'extrême droite ARENA, dirigé par le Major d'Aubuisson est totalement opposé à ce report, ainsi que le PCN, qui etait au gouvernement de 1.960 à 1.979".

"Selon des sondages faits par l'Ambassade des Etats Unis entre le 10 janvier et le 10 fevrier, l'extrême droite representée par l'ARENA et le PCN, aurait prés de 40% des intentions de vote contre le 20 % à la DC". "Les bases programatiques de ces partis" rapelle "El Pais", "se resument à deux points: guerre sans merci à la guerrilla et un modèle économique ultra-liberal, à l'exemple du Chili".

NOUS AVONS BESOIN DE VOTRE SOUTIEN FINANCIER

Aidez-nous à payer les dépenses de notre Bulletin de Presse (Papier et timbres) afin d'assurer la continuité de notre travail d'information.

Libellez vos chèques au nom du F.D.R. et envoyez les à Mr. Armijo

81-83 rue de la Verrerie,
75004 PARIS